doivent être restreintes. On conseille la vente des porcs d'après un système de contrat annuel entre les éleveurs et les propriétaires de salaison, et un système de contingentement pour les importations.

Troisièmement, les propriétaires de salaison reçoivent des approvisionnements irréguliers parce qu'une grande partie de la production est absorbée par le marché ordinaire. Je puis dire que ce rapport établit une différence très nette entre la production du porc à bacon et les produits du porc ou la production ordinaire du porc. On conseille la division du marché à bacon de celui des autres produits du porc; le premier devrait être soigneusement réglementé par contrats et contingentements d'importations, et l'autre laissé absolument libre.

Quatrièmement, le coût de la production du bacon en Angleterre est beaucoup trop élevé à cause des lacunes qui existent dans l'industrie. Je veux qu'il soit bien compris que ce sont là les vues de la commission; je n'exprime pas d'opinion.

Cinquièmement, on doit entreprendre des travaux de recherches sur les issues du porc et autres sous-produits.

Sixièmement, on doit organiser un service complet de renseignements sur les marchés sous la direction de la commission de développement.

Septièmement, on conseille l'organisation d'une commission de mise sur le marché du porc, et une autre de mise sur le marché du bacon, sous la direction de la commission de l'industrie de l'élevage du porc, en vue de l'organisation de l'industrie; on conseille également la nomination d'une commission consultative pour étudier la question des approvisionnements de bacon en Grande-Bretagne.

En somme, ce sont là les questions dont traite le rapport. On cite certaines statistiques, mais ce sont, je crois, à peu près les mêmes que celles que l'on a données hier. Toutefois, pour renseigner le comité, je vais donner les pourcentages des importations totales pour les différents pays. Le rapport cite les pourcentages qui suivent pour la période de janvier à août 1932:

	Pourcentage
Danemark..	64
Pologne..	9.8
Hollande..	5.9
Etats-Unis..	4.5
Suède..	3.7
Lithuanie..	4.2
Etat libre d'Irlande..	1.4
Canada..	3
Autres pays..	3.5

M. DONNELLY: D'après un éditorial qui a paru dans un récent numéro du *Live Stock*

Journal, il semble que ce que le ministre vient de dire est exact, c'est-à-dire, qu'en pratique, il y aura un système de contingentements.

L'hon. M. STEVENS: On peut difficilement entendre l'honorable député.

M. DONNELLY: Si je comprends bien cet éditorial, on doit organiser ce commerce en Grande-Bretagne dans le même sens, à peu près, que la coopérative du blé au Canada; les cultivateurs anglais doivent s'enrôler et ceux qui le feront obtiendront une certaine protection et des prix fixes pour leurs porcs, tandis que l'on ne s'occupera pas des autres. Je ferais peut-être mieux de lire une phrase ou deux de cet éditorial qui explique plus brièvement la question.

Un MEMBRE: De quel journal s'agit-il?

M. DONNELLY: Du *Live Stock Journal*, publication anglaise bien connue. Voici:

On garantit au cultivateur un prix qui variera raisonnablement avec le coût normal de la provende. Ce prix ne sera pas accordé à celui qui décide d'envoyer un porc à l'établissement de salaison le plus rapproché sans tenir compte des besoins immédiats de cet établissement. C'est le prix accordé pour les porcs élevés sous contrat.

En d'autres termes, celui qui signe ce contrat pourra compter sur un certain prix; les autres ne le pourront pas. Je désire savoir si le cultivateur canadien qui exporte des porcs sera dans la même position que le cultivateur anglais qui signe un contrat ou s'il sera dans la position des autres.

L'hon. M. STEVENS: Je dois répéter que les opinions des journaux sur ce rapport, quelque plausibles qu'elles puissent être, ne peuvent être acceptées comme décisions du Parlement britannique. Je manquerais de prudence si j'osais répondre à la question de mon honorable ami. Je souligne de nouveau la futilité d'entamer une discussion sur cette question de contrats. Je dois dire à mon honorable ami, si je dois exprimer une opinion, que le rapport suggère une entente par contrat entre les éleveurs et les producteurs d'un côté, et les importateurs de l'autre, dans le but d'en arriver à la réglementation de l'industrie de l'élevage du porc en Angleterre. Je fais appel aux honorables députés et déclare que toute opinion que je pourrais exprimer compterait pour peu de chose puisque le gouvernement britannique lui-même n'a pas pris de décision à ce sujet. Je crois que les honorables députés devraient au moins être raisonnables dans les questions qu'ils posent; je suis prêt à répondre à toute question pour laquelle j'ai une réponse, mais je ne puis faire davantage. Je ne veux pas manquer de cour-